

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 30/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES MAREMNE ADOUR COTE SUD**

ALLEE DES CAMELIAS

--

40230 St Vincent De Tyrosse

Références : DREAL/2025D/7112

Code AIOT : 0100056841

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES MAREMNE ADOUR COTE SUD implanté 300 Rue du Gave -- 40230 Saint-Geours-de-Maremne. L'inspection a été annoncée le 18/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler les installations à déclaration utilisant du chlore gazeux et à proximité de tiers. Cette visite consiste à vérifier la conformité des installations à certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE DE COMMUNES MAREMNE ADOUR COTE SUD
- 300 Rue du Gave – 40230 Saint-Geours-de-Maremne
- Code AIOT : 0100056841
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre aquatique AYGUEBLUE, sis au 300 Rue du Gave - 40230 Saint-Geours-de-Maremne, est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4710-2 Chlore pour une quantité susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 100 kg et inférieure à 500 kg.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque toxique

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Demande d'action corrective	6 mois
6	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Sans objet
4	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Sans objet
5	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5	Sans objet
7	Dispositions	Arrêté Ministériel du 17/12/2008,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	article 4.8.2	
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit organiser la retransmission de l'alarme sonore et/ou visuelle dans un lieu permettant qu'elle soit vue et/ou entendue. Par ailleurs, le stockage des bouteilles doit être organisé afin de répondre aux prescriptions réglementaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantité de produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dossier de déclaration ;</li> <li>- les plans tenus à jour ;</li> <li>- la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;</li> <li>- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ;</li> <li>- les rapports des visites et contrôles prévus à la présente annexe ;</li> <li>- les documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe ;</li> <li>- le dossier rassemblant des éléments relatifs au risque (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké, incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation) tel que prévu au point 3.3.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le centre aquatique AYGUEBLUE est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4710-2 Chlore pour une quantité susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 100 kg et inférieure à 500 kg. Le jour de l'inspection, 6 bouteilles de 49 kg chlore étaient présentes sur le site, soit 294 kg.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas du dossier complet d'origine pour ce site. Néanmoins, il a présenté à l'inspection le récépissé de déclaration, les plans de l'installation et ceux du traitement au chlore, les éléments relatifs aux risques de l'installation (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké dans l'installation).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Bien que la mise en service du site date de plusieurs années, la déclaration ICPE n'a été effectuée qu'en juillet 2024. L'installation n'a pas fait l'objet d'un contrôle périodique depuis sa mise en service réelle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  En raison de l'ancienneté de mise en service du centre aquatique Aygueblue et de l'utilisation de chlore impliquant son classement sous le régime de déclaration au titre de la rubrique 4710-2, l'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser sous 3 mois un contrôle périodique par un organisme agréé. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.
<b>Constats :</b>  Les 6 bouteilles de chlore utilisées en exploitation sont localisées dans une armoire dédiée. Elles sont positionnées verticalement, robinet vers le haut, et maintenues attachées au mur afin de

prévenir tout risque de chute. L'armoire est fermée avec des portes qui ouvrent sur l'extérieur. Les bouteilles sont à l'abri des intempéries et aucune source d'inflammation n'a été identifiée lors de l'inspection.

Les 4 bouteilles constituant le stock sont positionnées juste en face de l'armoire précitée, robinet vers le haut, mais attachées ensemble au mur par une sangle trop lâche pour éviter un risque de chute. Ces bouteilles sont néanmoins à l'abri des intempéries.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous six mois, l'exploitant met en place un stockage dédié respectant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008. Pour ce faire, les bouteilles concernées sont positionnées robinet vers le haut soit dans un local dédié, soit dans une armoire, qui peut être partagée avec les bouteilles en exploitation. Le système de détection du stockage respecte les dispositions de l'article 4.3.1 de l'arrêté du 17 décembre 2008.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs associés à la remise en conformité de son stockage (photo par exemple).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Connaissance des produits - étiquetage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :**

La fiche de données de sécurité (FDS) du chlore et la fiche récapitulative indiquant les mentions de dangers sont présentes sur la porte de l'armoire dédiée aux bouteilles en exploitation, ainsi qu'à proximité des bouteilles stockées. Les bouteilles sont correctement étiquetées avec présence des mentions de dangers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant, via son prestataire IDEX, a une connaissance permanente de la quantité de bouteilles présentes sur site. La localisation de ces dernières est identifiée sur un plan général du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Systèmes de détection

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'armoire contenant les bouteilles de chlore en exploitation est équipée d'une détection chlore. Le capteur est placé à proximité du sol, en cohérence avec le comportement du chlore dans l'air. Ce capteur est relié à un boîtier installé au sous-sol, dans le local technique lui-même connecté à une alarme sonore, dont le signal peut toutefois être atténué par le bruit des autres installations présentes dans le local.</p> <p>Une procédure en cas de fuite est affichée à la fois près de l'armoire contenant les bouteilles en service et dans la zone de stockage des bouteilles. Une cloche est également mise à disposition en cas de fuite.</p>

Un agent de la société IDEX est présent quotidiennement au centre aquatique, mais pas en permanence dans le local technique. Par ailleurs, aucun agent technique n'est présent durant les week-ends et les jours fériés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous trois mois, l'exploitant s'assure de la retransmission de l'alarme sonore et/ou visuelle dans un lieu permettant qu'elle soit vue et/ou entendue à tout moment lors de la présence de tiers sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.  L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.
<b>Constats :</b>  Chaque bouteille utilisée pour la production est équipée de son propre chloromètre. L'exploitant a présenté les rapports de contrôle. Le dernier contrôle a été réalisé en mai 2024. L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et </div>



réipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien, dans le local, de la quantité de chlore nécessaire au fonctionnement de l'installation ;
- lorsque l'installation dispose d'un système de neutralisation, la vérification de la quantité de produit nécessaire à la neutralisation en cas de fuite et de sa qualité ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôle de l'étanchéité et des fixations des réservoirs. Avant le début de toute intervention sur les réipients de chlore, l'opérateur nommément désigné par l'exploitant contrôle :
- la présence et l'opérabilité des appareils de protection respiratoire spécifique au chlore ;
- la disponibilité de moyens de communication et d'alerte des services de secours. L'absence de fuite de chlore est vérifiée après toute intervention sur les réipients de chlore et à la suite de l'ouverture des robinets de ces réipients de chlore ou de leur remise en service. Pour les installations classées localisées au sein d'un établissement recevant du public, toutes les opérations de branchement et débranchement sont effectuées en dehors des horaires d'ouverture au public sauf en cas d'urgence.

#### **Constats :**

Les bouteilles de chlore sont déchargées par le fournisseur. Le personnel d>IDEX est ensuite chargé de la mise en place lors de l'exploitation.

L'exploitant dispose d'une procédure pour le changement des bouteilles de chlore et d'une autre en cas d'une fuite. Les agents IDEX en charge de la manipulation des bouteilles de chlore sont tous habilités et possèdent leurs propres EPI.

**Type de suites proposées :** Sans suite